



CONFERENCE CCE –
Jeudi 8 mars 2018 dans l'amphithéâtre
L'intelligence économique
Jean Marie Caroff,
International development Director, FIVES

LesEchos.fr

Les Echos (site web)

jeudi 27 avril 2017

Intelligence économique : qu'attend l'Etat ?

ALAIN JUILLET; CHRISTIAN HARBULOT; ALEXANDRE MEDVEDOWSKY; CLAUDE REVEL

LE CERCLE/POINT DE VUE - Réveil de puissances séculaires, révolution technologique... L'information est devenue la mère des batailles dans cette « guerre économique » . L'Etat français doit adopter une stratégie plus ambitieuse en matière d'intelligence économique.

L'incertitude règne, des Etats-Unis à la Russie, de la Chine à la Turquie. Des leaders politiques émergent. Certains s'affirment contre les principes de la démocratie occidentale. Des volontés de puissance séculaires réapparaissent : la Chine et la route de la soie, la revanche de l'empire perse, le réveil de l'empire ottoman... Au même moment, la révolution technologique s'emballe. Pas un jour sans un nouvel objet connecté, un mode de production robotisé, une extension du domaine de l'intelligence artificielle, ou un procédé disruptif jetant bas nos vieux modèles.

Quatre défis

Les défis à relever sont légion. Nous en voyons quatre principaux. D'abord, se doter des moyens de gérer l'information. Avoir une connaissance fine des risques internationaux, identifier les influences à caractère concurrentiel et connaître les conditions d'exploitation économique et juridique des données (publiques comme privées) est fondamental à l'heure du concept de « post vérité ». Ensuite, il convient d'anticiper les comportements des acteurs clés du jeu mondial. Les Etats et les régulateurs. Mais aussi les acteurs privés, Gafa, fonds d'investissement dont certains fonctionnent selon une logique de rentabilité mais aussi d'idéologie anti-Etat.

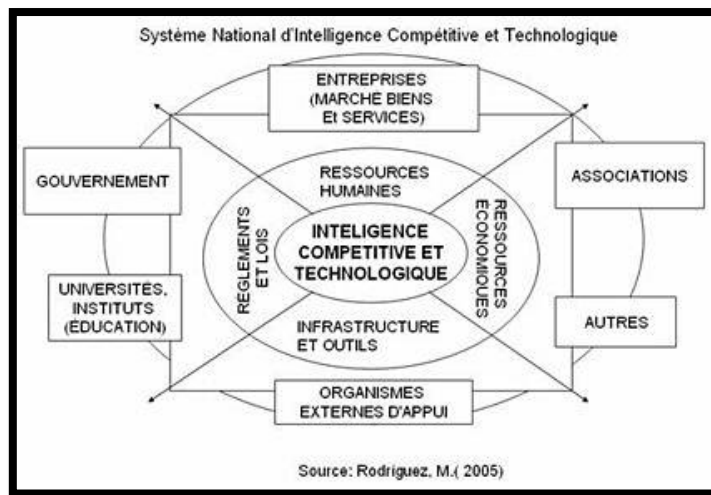
Historiquement, l'intelligence économique a accompagné les entreprises sur les marchés étrangers. Aujourd'hui, elle doit aussi aider l'Etat à développer la richesse immatérielle interne du pays, à gérer finement les aspirations de l'économie ouverte et collaborative ainsi que les menées concurrentielles économiques et politiques qui en sont partie intégrante. Le droit est par exemple devenu un redoutable outil de puissance. Qu'il s'agisse des sanctions extra territoriales ou des pressions pour l'ouverture sans contrepartie des données, cette arme est maniée efficacement par de plus en plus d'Etats.

Tout Etat souverain dont le gouvernement assoit sa légitimité sur le suffrage universel doit pouvoir identifier et maîtriser les mécanismes utilisés par « la concurrence », les investissements dans les entreprises sensibles, les recrutements de décideurs publics au profit d'intérêts privés étrangers non collaboratifs, l'influence sur les opinions... En ce domaine, l'Union européenne n'est pas aussi démunie qu'on le pense. Elle a adopté la directive sur le secret des affaires ou vient de faire émerger Galileo. La France doit y devenir un acteur plus influent et oeuvrer à positionner l'Union européenne parmi les puissances du monde à venir.

Enfin, l'Etat doit sensibiliser et former les citoyens à la discipline de l'information. L'école n'est pas seulement l'instrument de l'employabilité, mais aussi celui de la formation d'un jugement critique qui permettra au citoyen de se sentir membre d'une société et non pas seulement consommateur de services.

Rassemblée dans toutes ces actions, l'intelligence économique s'affirme comme le socle d'une gouvernance politique autant qu'économique indispensable à notre démocratie. Gageons que nos futurs dirigeants en sont conscients. A moins de laisser la France et l'Europe se diriger vers un lent déclin.

Christian Harbulot, directeur de l'Ecole de guerre économique. **Alain Juillet**, président de l'Académie d'Intelligence économique. **Alexandre Medvedowsky**, président du Syndicat français de l'intelligence économique. **Claude Revel**, ancienne déléguée interministérielle à l'Intelligence économique.



Comme un "Bloomberg de la tech", Skopai veut qualifier les start-up et dérisquer les transactions

Détecter les start-up les plus jeunes de n'importe quel secteur, n'importe où dans le monde et les qualifier : c'est l'objectif de Skopai. Créée en juillet 2017, l'entreprise accueille dans ses rangs l'ancien directeur de la mission French Tech, David Monteau. En s'appuyant sur l'intelligence artificielle et la data science, Skopai veut répondre au besoin des entreprises de sécuriser leurs transactions avec les start-up. David Monteau, ex-directeur de la mission French Tech, rejoint Skopai en tant que directeur du marketing et du développement. © Skopai

En offrant une information objective, en temps réel et massive sur un maximum de start-up, où qu'elles soient dans le monde, Skopai veut être un partenaire de choix des entreprises dans leur stratégie d'innovation et leur processus de "due diligence" (diligence raisonnable). *"Il y a une croissance énorme du nombre de start-up, avec un paysage atomisé au niveau mondial. Il y a maintenant des hubs d'innovations dans de très nombreux pays. Et quand il s'agit de réaliser une transaction avec ces start-up, cela reste complexe et risqué"*, explique David Monteau. *"L'idée sous-jacente de Skopai, c'est d'utiliser la technologie pour aider les clients à mieux maîtriser le risque inhérent à une telle transaction. Que ce soit pour acheter le produit d'une start-up, acquérir la start-up elle-même, investir ou conclure un partenariat technologique ou de distribution."*

UNE PLATEFORME QUI S'APPUIE SUR UNE ÉCOUTE MASSIVE DU WEB

Sur la plateforme, un client peut trouver une liste de start-up en fonction de ses centres d'intérêt. Skopai concentre ses recherches dans les deep tech et quelques secteurs de prédilection : les fintech, medtech, l'énergie, la mobilité, l'industrie 4.0 et l'agriculture. Pour chaque start-up, un texte standardisé renseigne le produit proposé, la technologie, le marché, le business model, le portefeuille de brevets, les partenariats... Portée par une équipe de 12 personnes, la plateforme de Skopai s'appuie sur la data science, l'intelligence artificielle et une écoute massive du web, de la presse et des réseaux sociaux. *"Nous nous appuyons notamment sur toutes les techniques de traitement du langage naturel : détecter et extraire l'information importante dans des textes sur le web et ensuite générer notre propre texte de synthèse dans notre référentiel de description"*, détaille Agnès Guerraz, directrice des opérations de Skopai. *"Dans plusieurs mois, nous serons capables de générer automatiquement le texte en gardant un style neutre. Pour l'instant ces processus sont extrêmement surveillés par des experts. C'est un travail indispensable qui permet de corriger les algorithmes et de les améliorer."*

<https://www.usine-digitale.fr/editorial/comme-un-bloomberg-de-la-tech-skopai-veut-qualifier-les-start-up-et-derisquer-les-transactions.N650999>

PRISE DE NOTE

I. UTILITE ET NECESSITE DE L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE POUR LES PME

II. DEFINITION DE L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE

III. INTELLIGENCE ECONOMIQUE INTEGREE DANS LA DEMARCHE PROJET